|  |  |
| --- | --- |
|  | Avignon, le  |
|  | Madame, Monsieur |
|  |  |

Dossier suivi par :

Tél :

Matricule : …….

Références : INK 00…..

…. à …..

Objet : Recours – rejet

LRAR n°

Madame, Monsieur

Conformément à l’article L. 262-52 du Code de l’action sociale et des familles, « *la fausse déclaration ou l’omission délibérée de déclaration ayant abouti au versement indu du revenu de solidarité active est passible d’une amende administrative* ».

En l’espèce, vous n’avez pas déclaré………….

Par courrier du XX/XX/XXXX, vous avez été invitée à présenter vos observations.

L’Equipe Pluridisciplinaire s’est réunie le XXX et a proposé de vous appliquer une amende administrative d’un montant de XXX €.

Je vous informe que j’ai décidé de maintenir le montant de l’amende administrative à **xxx €** pour les motifs suivants :

- la matérialité des faits reprochés est établie au regard des fausses déclarations constatées sur divers formulaires (demande de prestations, déclarations trimestrielles…) que vous avez complétés et signés ;

- vous ne produisez aucun élément nouveau permettant d’exonérer votre responsabilité dans la réalisation des faits qualifiés et le préjudice subi par le Conseil départemental ;

- le montant de la pénalité proposé est en adéquation avec la gravité des faits.

En conséquence, je vous informe que la Paierie départementale, chargée du recouvrement, vous adressera très prochainement un avis de sommes à payer correspondant à ce nouveau montant. Dès réception dudit avis, il vous appartiendra de procéder à son règlement dans un délai d’un mois à l’adresse suivante : *Paierie départementale de Vaucluse - Cité administrative - BP 40313 - Avenue du 7ème génie - 84021 AVIGNON Cedex 1.*

Vous pouvez introduire un recours contentieux motivé à l’encontre de cette décision, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision, auprès du *Tribunal Administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères – CS 88010 - 30 941 NIMES Cedex 9.* Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l’assurance de ma meilleure considération.

Pour le Président, par délégation,

XXXXXXXX

XXXXXXXX